

HISTOIRES DE CAMPEMENTS

**Lygia SIGAUD, David FAJOLLES, Jérôme GAUTIE,
Hernán GOMEZ, Sergio CHAMORRO ^(*)**

Avant de nous rendre au Pernambuco, nous avons appris que les terres de certains *engenhos* (les plantations de sucre) avaient été redistribuées au profit des travailleurs ruraux par l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA) et que de nouvelles expropriations devaient avoir lieu dans la région de Rio Formoso, où nous allions mener notre enquête de terrain. On pouvait déjà supposer que quelque chose de nouveau était en train d'advenir, dans la mesure où cette région du Nordeste était jusque-là restée à l'écart des interventions de l'Etat brésilien sur les structures foncières. La relation était évidente avec la crise de l'agro-industrie de la canne à sucre qui s'était ouverte au début des années 1990, à la suite des changements de politique gouvernementale, notamment le gel des subventions et la privatisation des exportations de sucre.

Sur place, nous avons pu constater que les expropriations étaient étroitement liées à l'existence des campements de travailleurs ruraux à l'intérieur des *engenhos*. Nous avons appris que des campements avaient été montés sur les terres qui venaient d'être expropriées ; quant aux terres dont l'expropriation faisait l'objet d'une demande, les campements y étaient bien là, visibles, à moins qu'ils n'eurent été démontés très récemment. Ces campements étaient le fait soit du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (le MST, dont nous ignorions l'activité dans la région sucrière), soit du Syndicat des Travailleurs Ruraux, qui jusque-là n'avait jamais eu d'initiative de ce genre.

Pour ceux qui avaient déjà eu l'occasion d'étudier les relations sociales dans les plantations de sucre de la *Zona da Mata* pernamboucaine ou pour ceux qui avaient lu les études sur la question, la surprise était de taille : nous étions confrontés à un ensemble de signes qui tous pointaient vers une discontinuité

^(*) L. Sigaud, S. Chamorro et Hernán Gomez, appartiennent au PPGAS du Museu Nacional, Rio de Janeiro ; D. Fajolles, Jérôme Gautié sont de l'Ecole normale supérieure, Paris.

importante dans l'ordre social. Nous nous donnâmes pour tâche de comprendre cette discontinuité, en consacrant les huit jours de l'enquête de terrain à la recherche assidue d'éléments de réponse.

Ce texte a pour objectif de présenter les résultats de cette expérience de recherche. Nous expliciterons, dans un premier temps, ce qui fondait cet effet de surprise, les questions qu'il posait et les conséquences sur les orientations de notre enquête, avant d'expliquer la logique des expropriations et des campements¹.

LES VERTUS DE LA SURPRISE : L'ÉVÉNEMENT DES CAMPEMENTS

C'est sur la route qui va de Recife (la capitale de l'Etat de Pernambuco) à Rio Formoso que nous avons rencontré le premier campement monté dans un *engenho*. De loin nous pouvions apercevoir des baraques en bois, couvertes d'une bâche noire grossière, alignées en petites rues. Le drapeau rouge, avec le logo du MST, était hissé en haut d'un mât. Le campement jurait dans ce paysage connu ; il attirait nécessairement l'attention et nous amenait à formuler une série d'interrogations.

Comment le montage des campements avait-il été possible à l'intérieur des *engenhos* ? Les patrons, depuis les "seigneurs" d'*engenho* jusqu'aux propriétaires d'usine², avaient en effet toujours maintenu, depuis la période coloniale, un contrôle absolu sur leur propriété ou leur exploitation. Compte tenu du fait qu'aucune installation dans un *engenho* ne pouvait se faire sans le

¹ Le plan de ce texte a été conçu au début de 1999, après que nous ayions conclu l'analyse du matériel d'enquête dont nous disposions. Nous sommes la même année retournés sur le terrain, ce qui nous a permis d'améliorer de manière significative notre compréhension des problèmes que nous allons discuter ici ; d'où la présence, dans ce texte, d'éléments d'analyse qui n'ont été élaborés qu'à partir de ce second terrain. Des cinq auteurs, seul Sergio Chamorro n'avait pas participé à l'enquête de 1997. Il a cependant contribué à l'organisation du matériel recueilli et participé à l'élaboration de ce travail. Certaines analyses présentées ici ont été reprises de Lygia Sigaud (2000).

² Les "usines" désignent les raffineries de canne à sucre qui sont apparues dans la région au début du XX^e siècle ; auparavant, la canne était traitée directement dans les *engenhos* (ce dernier terme signifiant d'ailleurs "moulin"). Dans la *Zona da Mata*, ces usines sont devenues les propriétaires de certains *engenhos* qui leur fournissent la matière première.

consentement des patrons ou de leurs représentants (les administrateurs), les campements avaient-ils été montés avec leur accord, ou bien contre leur gré ?

Que faisaient donc les drapeaux du MST dans la *Zona da Mata* pernamboucaine ? Le MST avait été créé dans le sud du Brésil, dans les années 1980, par des fils de petits producteurs descendant d'immigrants européens (allemands, italiens et polonais)¹; lors de son extension à travers l'ensemble du pays, il s'était implanté au Pernambuco en 1989. Sa présence, au début, restait timide. Les Syndicats des Travailleurs Ruraux, rassemblés sous la bannière de la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'Etat de Pernambuco (FETAPE), étaient en effet particulièrement bien implantés dans la région, où ils disposaient d'une hégémonie incontestée sur les travailleurs des plantations, bénéficiaires, depuis 1979, des campagnes salariales. Les drapeaux que nous avons vus en 1997 indiquaient manifestement la présence d'une nouvelle organisation. S'agissait-il de la fin du monopole syndical ? Et si c'était bien le cas, comment expliquer ce changement dans l'histoire récente des organisations paysannes de la région ?

Lors des premières heures de notre enquête de terrain, le tableau d'ensemble se compliqua. A peine arrivés à Amaragi, *engenho* déjà exproprié par l'INCRA et où nous nous installions, nous apprîmes par Roberto, son ancien exploitant, que le syndicat de Rio Formoso organisait trois campements dans la commune : l'un, dans l'*engenho* même où nous étions, et les deux autres à Minguito et Serra d'Água, deux plantations à la charge de Carlos, l'oncle de Roberto². L'implication du syndicat dans la mise en place de ces campements était donc plus importante que ce que nous avons pu supposer auparavant. Le lendemain, José Paulo, ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux et maire de Rio Formoso³, nous parla plus longuement des campements montés par le syndicat sur l'espace de la commune, avec son appui ; il nous signala également l'existence d'autres campements d'origine syndicale, montés à Tamandaré.

¹ Voir, pour l'histoire du MST, Bernardo Mançano Fernandes, 2000.

² Pour ces trois *engenhos* voir l'article de Benoît de L'Estoile et Claudio Pinheiro dans ce numéro.

³ Voir l'article de Frédéric Viguié, Isabelle Coutant et Afrânio Garcia dans ce numéro.

Occuper des terres ne faisait pas partie du programme des Syndicats des Travailleurs Ruraux, encore moins de la FETAPE qui les coordonne. Depuis leur création au début des années 1960, la directive suivie dans les confrontations avec le patronat était la *lutte* pour le respect des droits des travailleurs ruraux¹, par le biais de leur mobilisation dans le cadre des grandes grèves et des manifestations de 1963-1964² puis, après le coup d'Etat, par les dépositions de plaintes contre le patronat auprès des Tribunaux du Travail³. Depuis 1979, les dirigeants syndicaux appelaient régulièrement les travailleurs ruraux à la grève, pour exiger des augmentations salariales et des contrats de travail collectifs. La réforme agraire avait toujours été l'un des mots d'ordre des syndicats et de la FETAPE, ainsi que de la CONTAG, la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture, à laquelle la FETAPE était affiliée⁴. Mais il n'avait jamais été question jusque-là que les syndicats de la *Zona da Mata* pernamboucaine en vinssent à mobiliser les travailleurs ruraux pour occuper les *engenhos* et revendiquer leur expropriation. Les seuls campements dont il était question jusque-là avaient été montés dans les années 1980 et au début des années 1990 devant les sièges des usines ou des administrations publiques, pour réclamer l'application des accords collectifs ou protester contre le gouvernement. Leurs caractéristiques étaient donc bien différentes de ceux de 1997 : ils étaient alors montés dans des espaces publics et non pas dans des propriétés privées ; leur objectif était l'obtention de l'application des accords syndicaux et des mesures gouvernementales, non pas l'expropriation des terres ; leur durée était d'au maximum trois jours, et non pas de plusieurs mois comme c'était désormais le cas. Que se jouait-il donc dans ce changement d'orientation de la part des syndicats ? Y avait-il un lien avec l'implantation du MST au Pernambuco, et si oui, avec quels effets ?

¹ En 1963, le Congrès national mettait en place le Statut du Travailleur Rural, qui étendait alors la législation en vigueur pour les ouvriers au monde agricole. Un an plus tôt, le ministère du Travail avait instauré les cadres de la syndicalisation rurale. C'est dans ce contexte que furent créés les syndicats de Pernambuco, ainsi que la FETAPE, fondée en 1962.

² Sur les manifestations et les grèves de cette période, voir les témoignages d'Antonio Callado (1964) et de Gregório Bezerra (1979).

³ Voir Sigaud, Lygia, 1999b.

⁴ La CONTAG, fondée en 1963, réunit toutes les fédérations du pays et coordonne le Mouvement Syndical Rural au niveau national.

Avant même de nous rendre dans un campement, nous savions qu'ils étaient constitués dans leur grande majorité par des travailleurs ruraux issus des *pontas de rua*, les quartiers périphériques des bourgs de la *Zona da Mata pernamboucaine*¹ ; c'était les "gens au chômage", nous avait expliqué le maire de Rio Formoso. Or le fait que des travailleurs ruraux sans emploi se rendent dans les campements n'avait rien d'évident. Des chômeurs, il y en avait toujours eu dans la région sucrière ; au moins depuis les années 1960 quand les portes des *engenhos* commencèrent à se fermer à ceux qui demandaient la *morada*², et que des milliers de travailleurs ruraux furent contraints à s'installer dans les petites villes de la région. Pour ces derniers, les seules possibilités d'emploi correspondaient à la période de récolte. Après l'été et la fin de la récolte venait la période du chômage d'hiver (*tranca do inverno*), que les petits boulots (*biscates*) permettaient plus ou moins de compenser³. Comment alors expliquer que le chômage des années 1990 aboutisse, lui, à l'occupation des *engenhos* ? Y avait-il une différence entre la *tranca* des années 1970 et le chômage des années 1990 ? Quelles étaient les motivations des travailleurs ruraux pour venir occuper les terres des patrons, y construire des baraques et s'y installer ?

Pour compléter ce tableau complexe, nous nous rendîmes compte que l'INCRA était devenu sur place une référence obligatoire. Dès nos premières conversations avec l'exploitant d'Amaragi, le maire et les syndicalistes, l'organe de l'Etat chargé de la politique foncière était invoqué à plusieurs reprises, comme l'un des principaux personnages du drame qui était en train de se dérouler : c'est à lui que s'adressaient tous ceux qui étaient concernés par les campements et les expropriations ; c'est lui qui décidait du devenir des *engenhos* occupés. Ce fait attirait l'attention : cette institution, en effet, ne faisait guère l'objet de références dans les études sur la région des années 1970 et 1980 —la référence institutionnelle qui alors s'imposait était la Justice, en l'occurrence la *Junta*, le Tribunal de première instance auquel les travailleurs en conflit avec leur patron

¹ La *Rua da Lama* analysée dans ce volume par João Paulo Castro et José Gabriel Correa est un exemple de *ponta de rua*.

² Traditionnellement, les travailleurs de la canne résidaient à l'intérieur des *engenhos*. L'entrée dans un *engenho* passait par la demande d'une maison auprès du patron ou de son représentant. Si la demande était acceptée, il devenait *morador* (littéralement, habitant) de l'*engenho*.

³ Sur l'installation des salariés en ville et le chômage, voir Sigaud, L., 1979, 1993.

recouraient pour faire valoir leurs droits. Les statistiques peuvent nous aider à comprendre l'évolution de cette présence de l'INCRA dans le discours local : depuis sa création en 1965, l'INCRA avait exproprié 36 *engenhos* dans la *Zona da Mata* pernamboucaine ; 30 de ces expropriations eurent lieu entre 1995 et 1997¹. Comment expliquer cette intervention récente dans les structures foncières locales et l'accélération des expropriations ?

Il était évident que nous n'aurions pas le temps en huit jours de réunir tous les éléments nécessaires pour répondre à ces questions. Dans l'idée d'avancer cependant le plus possible dans ce sens, nous avons concentré notre attention sur les campements, qui nous semblaient être le signe le plus évident de l'introduction d'une discontinuité dans l'ordre social ; nous en fîmes notre fil conducteur. Nous avons donc rencontré les dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré, ainsi que le responsable local du MST, le *militant*, pour reprendre la dénomination en usage des cadres du mouvement. Etant donné que la majorité des campements des deux communes se trouvaient sur des terres appartenant aux usines Santo André et Central Barreiros, appartenant toutes les deux à la même famille d'entrepreneurs, nous avons rencontré le gérant de ces usines, afin d'essayer de comprendre le point de vue patronal. Nous avons également visité les campements des *engenhos* Serra d'Água, à Rio Formoso, ainsi que Mascatinho, São João et Brejo à Tamandaré, où nous avons réalisé des entretiens et fait un certain nombre d'observations. Nous avons mené par ailleurs des entretiens dans les *engenhos* Sauézinho (Tamandaré) et Amaragi (Rio Formoso), où des campements avaient été montés auparavant, ainsi qu'à Cipó (Tamandaré), *engenho* exproprié depuis 1995. Enfin, pour conclure l'enquête, deux membres de l'équipe se sont rendus à l'INCRA, à Recife.

Le matériel que nous avons ainsi recueilli constitue la base de l'analyse que nous proposons ici. Cette dernière s'appuie également sur d'autres éléments, notamment des documents que nous n'avons obtenus que plus tard, ainsi que sur des publications récentes.

¹ Cf. Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária (INCRA)/Superintendência Regional de Pernambuco / Divisão de Assentamentos. *Relação de projetos de assentamentos do Incra em Pernambuco*. Recife, 1999.

LES PATRONS FACE AUX EXPROPRIATIONS

Au moment de notre arrivée à Rio Formoso il y avait des signes importants de crise de l'agro-industrie sucrière¹. Sur les quatre usines qui traitent la canne dans les deux communes étudiées, seule Trapiche, dont le siège est à Sirinhaém (commune limitrophe au nord de Rio Formoso), offrait une situation stable et équilibrée. Cucaú, basée à Rio Formoso, venait d'échapper à une faillite. Santo André, à Tamandaré, n'avait pas traité de canne lors de la récolte de 1996-1997; depuis 1997, elle peinait à payer ses travailleurs. Central Barreiros (dont le siège est à Barreiros, commune au sud de Rio Formoso) venait de céder 13 de ses engenhos (dont 9 au Pernambuco et 4 en Alagoas) à la Banque du Brésil pour régler ses dettes et être de nouveau en mesure de contracter des emprunts. Cette usine, qui avait raffiné 650 000 tonnes de canne lors de la récolte de 1988-1989, arrivait en 1996-1997 à un étiage de 350 000 tonnes². Dans les *engenhos* dits "particuliers", exploités par des fournisseurs³, la chute de la production s'était également accentuée. Amaragi, par exemple, était l'un des principaux engenhos de Rio Formoso, avec une production de 30 000 tonnes de canne dans les années 1970; au milieu des années 1990, sa production se réduisait à 6 000 tonnes. Comme dans d'autres engenhos, le paiement des travailleurs ruraux avait dû être suspendu. 3000 d'entre eux étaient au chômage, d'après les estimations des dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré.

¹ Cette crise avait été déclenchée par les changements de politique économique imposés par le gouvernement Collor (1989-1992), avant de s'aggraver à la suite d'une sécheresse prolongée et de la chute des cours du sucre sur le marché international. Elle rendait manifeste la difficulté du patronat à répondre à la perte de la protection que lui garantissait l'Etat brésilien les décennies précédentes, à travers l'obtention facilitée de crédits, des prix garantis sur les marchés intérieur et extérieur, ou encore le plan Proalcool, qui avait entraîné dans les années 1970 une augmentation substantielle de la production.

² Voir Sindicato das Indústrias do Açúcar de Pernambuco, *Boletins de Safra (1989-1999)*, Recife 1999.

³ Les "fournisseurs" sont ceux qui fournissent la canne à sucre à l'usine qui la traite. Parmi ces fournisseurs, on trouve des propriétaires et des exploitants. Les *engenhos* qui sont exploités par des fournisseurs sont dits "particuliers", par opposition aux *engenhos* exploités par les usines.

Depuis le début de la crise, la solution adoptée par les usines était de licencier leurs travailleurs. Les dirigeants syndicaux s'étaient opposés à cette tendance, en incitant les travailleurs ruraux à intenter des procès devant la Justice du Travail. La stratégie suivie consistait à obtenir la reconnaissance du temps de travail sans contrat (le temps "clandestin"), de manière à rendre le licenciement onéreux pour le patron. En 1993, 900 des 6 000 travailleurs ruraux de la commune de Rio Formoso déposèrent plainte devant le Tribunal du Travail de Barreiros¹. L'efficacité de cette stratégie syndicale fut inégale ; En ce qui concerne l'usine Santo André, elle porta ses fruits : l'usine fut contrainte d'interrompre ses licenciements en raison du nombre considérable de procès. Quant aux usines Cucaú et Trapiche, contre lesquelles les procès avaient été intentés de manière moins massive, plusieurs milliers de travailleurs perdirent leur emploi, leur maison et leur lopin de terre, avant de devoir aller s'installer aux périphéries de Rio Formoso et de Tamararé, qui furent du coup marqués par une croissance notable. Quant à ceux qui réussirent à maintenir leur contrat, leurs conditions de travail se détériorèrent, notamment à travers l'augmentation de l'intensité du travail, l'altération des modalités de paiement (tous les quinze jours et non plus hebdomadaire, en chèque et non plus en espèces) et la perte de certaines garanties collectives, dont l'accès à la terre pour des cultures de subsistance.

C'est dans ce contexte de crise de la canne à sucre que le MST est entré en scène. En 1992, des militants du mouvement proposèrent aux dirigeants syndicaux de Rio Formoso l'occupation d'un *engenho*. Depuis son implantation récente au Pernambuco, c'était la première fois que le MST s'associait à un syndicat dans l'organisation d'une occupation². Ce fut Camaçari qui fut choisi, un *engenho* de 2 800 ha, officiellement, propriété du Réseau Ferroviaire National, que l'usine Cucaú avait récupérée. L'*engenho* fut occupé en avril 1992,

¹ Voir Lygia Sigaud, 1996.

² Depuis 1985, le Congrès national du MST avait décidé d'implanter le mouvement dans l'ensemble du pays. Au Pernambuco, la première occupation organisée par le MST eut lieu en 1989 dans la commune de Cabo, dans le sud de la *Zona da Mata* pernamboucaine. L'expérience fut un échec, et les militants se replièrent dans le *sertão* de l'Etat, avant de revenir en 1992 dans la *Zona da Mata*.

Cf. Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST), "Breve Historico", www.mst.org.br/mstpe. 2000.

au début de la période hivernale. 1 200 personnes entrèrent dans l'*engenho* (hommes, femmes et enfants), réunies pour la plupart par des militants du MST à Rio Formoso et dans les communes de la région (Vitória de Santo Antão, Escada et Barreiros). Le Syndicat participa pour sa part en impliquant certains de ses dirigeants dans l'occupation et en appuyant l'initiative du MST. Après l'installation du campement dans l'*engenho*, les premières revendications furent exprimées par les occupants auprès du gouvernement de l'Etat de Pernambuco : le partage des terres, la distribution de semences pour commencer le plus tôt possible à planter, des rations de nourriture et des bâches pour couvrir les baraques. La presse du moment décrivait les occupants comme des travailleurs mis au chômage par la fin de la *moagem* (raffinement de la canne par l'usine, qui termine la période annuelle économiquement active)¹. Au bout de quelques jours, des soldats de la Police Militaire et l'armée intervinrent pour les déloger. L'usine avait pour cela réussi à prouver que les terres lui appartenaient, en utilisant des documents dont la validité est encore aujourd'hui remise en question par le MST. Certains rentrèrent chez eux ; 800 personnes cependant se rendirent à Vermelho, un ancien *assentamento*², pour y monter un campement.

D'avril 1992 à septembre 1997, 12 *engenhos* avaient été occupés sur les communes de Rio Formoso et de Tamandaré. Dans la majorité de ces occupations, on retrouvait des participants de Camaçari. Pendant cette même période, des dizaines d'autres *engenhos* étaient également occupés dans le reste de la Zona da Mata pernamboucaine. Dans toutes ces occupations, il s'agissait de revendiquer l'expropriation de l'*engenho* pour "improductivité"³. En 1995, l'INCRA réalisait la première expropriation dans la Zona da Mata sud de Pernambuco : celle de l'*engenho* Cipó, occupé en 1994 par plusieurs participants de Camaçari, première expropriation d'une longue liste.

¹ Voir les éditions des 29 et 30 avril 1992 du *Jornal do Comércio*, Recife.

² *Assentamento* désigne toute propriété (*fazenda, engenho*) ayant fait l'objet d'une expropriation et d'une redistribution de ses terres, tout en maintenant son statut d'unité de production (dans une perspective généralement coopérativiste).

³ Depuis la constitution de 1988, les propriétés qui ne remplissent pas leur "fonction sociale" sont passibles de désappropriation. En 1993, la loi 8629 précise la notion de "fonction sociale": elle fait notamment de l'improductivité, calculée à partir d'indicateurs techniques, l'un des critères pour caractériser son inaccomplissement.

Parmi les patrons confrontés à la crise, certains virent dans l'expropriation une solution à leurs problèmes. Ce fut le cas de l'exploitant d'Amaragi, qui aurait demandé lui-même aux dirigeants syndicaux de déclencher le processus auprès de l'INCRA. Lors de l'expropriation, en effet, les améliorations qui ont pu être faites par l'exploitant (infrastructures, bâtiments, etc.) sont indemnisées en argent liquide. Quant à la terre, dont le prix a chuté depuis le Plan Real et la stabilisation de l'économie brésilienne¹, son indemnisation est faite en titres de la dette agraire (TDA), cotés sur le marché financier². L'exploitant d'Amaragi ne pouvait pas recevoir d'indemnités pour la terre, dans la mesure où elle appartenait à l'usine Central Barreiros ; par contre, les indemnités qu'il pouvait réclamer pour les améliorations pouvaient lui servir, à terme, à régler ses dettes à l'égard des travailleurs de l'*engenho* (cumulées depuis le début de la crise) mais également à investir dans l'exploitation touristique du lieu, qui représentait pour lui une priorité. Selon les syndicalistes, le propriétaire de São João, déclarant faillite, aurait lui-même offert sa propriété au syndicat de Rio Formoso. Cette offre fut suivie d'une demande de visite technique auprès de l'INCRA, afin de vérifier si l'*engenho* était improductif, puis de son expropriation³. Qu'il s'agisse d'Amaragi ou de São João, les deux *engenhos* pouvaient être expropriés : ils étaient l'un et l'autre improductifs selon les critères de l'INCRA.

L'expropriation n'était cependant pas toujours perçue par les patrons comme une solution envisageable. L'usine Santo André, par exemple, s'opposa à la demande d'expropriation qu'avait déposée le Syndicat de Tamandaré pour 3 de ses 16 *engenhos*. De la même manière, l'usine Central Barreiros envoya ses milices pour déloger les occupants de trois *engenhos* (Ilhetas, Mascatinho et

¹ Le Plan Real désigne l'ensemble des mesures adoptées par le gouvernement fédéral en 1994 afin de contrôler l'inflation.

² Les TDAs sont des titres qui sont négociés sur le marché financier. Ils ont par exemple été utilisés lors des privatisations.

³ Le processus d'expropriation est déclenché par la demande de visite technique. L'INCRA envoie alors ses techniciens sur place, pour l'examiner. Leur visite doit déboucher sur un rapport où ils évaluent la productivité du bien en question, calculée par rapport à un seuil de rendement minimum par hectare : dans le cas d'un constat d'improductivité, la valeur du bien est alors évaluée –elle peut d'ailleurs faire l'objet d'une contestation de la part du propriétaire. Le dossier est ensuite envoyé à l'INCRA à Brasília, pour que le président signe le décret de d'expropriation.

Brejo), alors même qu'elle venait de remettre 13 *engenhos* à la Banque du Brésil. Le groupe qui possède ces deux usines envisageait encore la possibilité d'une restructuration —d'où cette lutte pour préserver son patrimoine¹. Dans cette situation d'incertitude, l'occupation d'un *engenho* et la pression sociale qu'elle impliquait ne pouvait que venir compliquer les négociations éventuelles du patronat avec la Banque du Brésil et l'INCRA.

Pour les membres du patronat qui étaient parvenus à contourner la crise, la question des expropriations ne se posait pas. Dès le début des années 1990, l'usine Trapiche avait commencé sa restructuration : elle avait réduit le contingent de ses travailleurs de 4 200 à 3 000 en rationalisant sa gestion des "ressources humaines" et ses *engenhos* étaient considérés comme hautement productifs. Les terres de l'usine Cucaú étaient également considérées comme productives ; l'usine commençait à sortir de la crise, après quelques centaines de licenciements. Dans les deux cas, la question de l'expropriation ne se posait pas : ses terres ne risquaient pas d'être occupées, puisque les campements n'étaient a priori montés que sur des terres supposées improductives. Les patrons de terres productives n'étaient cependant pas totalement à l'abri des occupations et des demandes d'expropriation. Carlos, l'exploitant des *engenhos* Minguito et Serra d'Água (Rio Formoso), l'oncle de l'exploitant d'Amaragi, avait vu ainsi ses terres faire l'objet d'une occupation en avril 1997². Bien qu'ils fussent techniquement productifs, les deux *engenhos* étaient devenus vulnérables du fait de leur cession, par l'usine Central Barreiros (le propriétaire), à la Banque du Brésil³. Comme les autres *engenhos* qui firent l'objet de cette procédure⁴, ils

¹ L'*engenho* Brejo était l'un des seuls de l'ensemble des *engenhos* cédés à la Banque du Brésil qui fût exploité directement par l'usine. Mascatinho, de son côté, avait été présenté à la Justice du Travail comme garantie du paiement de la dette à l'égard des travailleurs de l'usine. L'intention de l'usine était d'échanger ces *engenhos* contre d'autres.

² Voir l'article de Benoît de L'Estoile et Claudio Pinheiro.

³ Carlos avait pris ces *engenhos* en fermage en 1952, comme son frère José Bezerra l'avait fait pour Amaragi.

⁴ La majorité des *engenhos* que l'usine Central Barreiros a cédé à la Banque du Brésil étaient des *engenhos* affermés. En acceptant de perdre une partie de son patrimoine, l'usine réglait une partie de sa dette vis-à-vis de la Banque du Brésil. Il lui était difficile, dans cette situation, de récupérer les *engenhos* affermés: il lui aurait fallu indemniser les

passèrent à l'INCRA, en entrant ainsi dans la liste des terres susceptibles d'être expropriées —et par conséquent d'être occupées.

LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS RURAUX ET LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE : DE LA COOPERATION A LA CONCURRENCE

L'expropriation des *engenhos* et la réforme agraire sont des revendications anciennes pour les organisations de travailleurs ruraux de la *Zona da Mata* pernamboucaine. Les Ligues paysannes (*Ligas Camponesas*), créées au milieu des années 1950, en avait fait le principal slogan de leur lutte : "Réforme agraire par la loi ou par la force" (*reforma agrária na lei ou na marra*), tel était le mot d'ordre des luttes sociales du début des années 1960¹ ; le thème de la réforme agraire était également relayé par les Syndicats et la FETAPE. Cette dernière, pendant les années 1980, s'était faite l'avocate d'un programme de rationalisation de l'agro-industrie de la canne à sucre, qui prévoyait entre autres choses une réforme agraire². Ce n'est cependant que dans les années 1990 que la revendication de l'expropriation s'est retrouvée associée à l'acte même d'occuper les *engenhos* et d'y monter des campements.

A Rio Formoso, ce lien est le fait d'une initiative du MST, lien que le soutien des syndicalistes a consolidé. Nous ne connaissons pas les modalités exactes de cette alliance entre les militants du MST et les syndicalistes de Rio Formoso,

exploitants pour leurs améliorations infrastructurelles, alors que la cession des *engenhos* permet de reporter la charge sur l'INCRA.

¹ Cette période a fait l'objet d'une vaste bibliographie. Voir, par exemple, le témoignage de Francisco Julião (1962, 1968) ; Gregório Bezerra (op. cit.) ; Paulo Cavalcanti (1978) ou des analyses comme celle de Manoel Correa de Andrade (1964) et celle d'Aspásia Alcantara Camargo (1974).

² La FETAPE suivait alors les propositions du Groupe Spécial pour la rationalisation de l'agro-industrie sucrière du Nordeste (le GERAN), créé par le gouvernement fédéral en 1966, avec un siège à Recife, puis supprimé sous la pression des patrons. Voir FETAPE, *Racionalização da agro-indústria canavieira de Pernambuco com distribuição das terras excedentes para os trabalhadores rurais*. Recife, 1983.

bastion de la FETAPE¹ : le fait est que Camaçari fut le premier d'une série de campements qui jouèrent sur cette coopération. Des dirigeants et des employés du syndicat participèrent aux côtés des militants du MST aux occupations de São Manuel en 1992 et de Cipó en 1994, *engenhos* "particuliers" de Rio Formoso, dont seul Cipó fut exproprié. De la même manière qu'à Camaçari, l'idée était d'appuyer l'initiative des militants du MST, qui détenaient le savoir technique nécessaire à l'occupation et au recrutement des participants. Les syndicalistes accordaient-ils vraiment de l'importance à ces occupations ?² Il est probable que ces dernières ne faisaient office que d'activité secondaire par rapport aux priorités syndicales, à savoir la confrontation avec le patronat par le biais des recours en justice et des grèves.

En avril 1996, le Syndicat de Tamandaré, avec l'appui de syndicalistes de Rio Formoso et d'Ipojuca (commune voisine), organisa l'occupation de l'*engenho* São João, dont le propriétaire était en faillite. La demande de visite technique avait déjà été faite auprès de l'INCRA, et l'occupation proprement dite n'eut lieu qu'après la confirmation officielle de l'improductivité de l'*engenho*. Il s'agissait de la première occupation à être organisée sans les militants du MST, inaugurant une série d'occupations qui allaient être strictement syndicales. Le leader de l'occupation de São João, Jáiso, n'était autre que le président du Syndicat de Tamandaré, récemment créé depuis la séparation de la commune d'avec Rio Formoso. Il avait été auparavant trésorier du Syndicat de Rio Formoso, et avait participé aux occupations de Camaçari, São Manuel et Cipó. Des relations cordiales ont cependant été maintenues entre les syndicalistes et les militants. Voilà comment Jáiso présentait les choses :

«On a une très bonne relation avec eux [les militants du MST]. On organisait des campements ensemble. Et puis ils nous ont laissé. Depuis, on continue à faire nos

¹ Depuis la fin des années 1970, le Syndicat de Rio Formoso avait étroitement coopéré aux initiatives lancées par la FETAPE, notamment l'organisation des grèves. José Paulo, l'ancien président du syndicat et maire de la ville, avait récemment occupé le poste de vice-président de la Fédération.

² En janvier-février 1994 et en juillet 1995, Lygia Sigaud se rendit sur le terrain : dans les entretiens réalisés, les syndicalistes de Rio Formoso ne faisaient alors aucune référence aux occupations. Cipo et São Manuel étaient cités comme des exemples de la crise, sans être particulièrement présentés comme faisant l'objet d'un nouveau type de *lutte*.

campements, et eux les leurs. On continue toujours à se parler. Je vais voir leurs campements. Ils demandent de l'aide, je leur en donne ; le syndicat les soutient».

Le fait est que le Syndicat avait entre-temps cessé de coopérer avec le MST, pour entrer en concurrence avec lui. En janvier 1997, la FETAPE déclarait pour la première fois publiquement son intention de recourir à des “pressions plus fortes”, y compris “l’occupation des terres improductives” pour obtenir les expropriations¹. La FETAPE se lançait dès lors dans une dynamique de promotion des occupations : elle incitait les syndicats à en organiser, en leur garantissant son soutien pour négocier ensuite avec l’INCRA.

Il est nécessaire, ici, de recontextualiser les initiatives syndicales. A cette période, l’INCRA commençait à d’exproprier des *engenhos* occupés, comme c’était arrivé à Cipó ; pendant ce temps, la crise de l’agro-industrie sucrière s’aggravait. L’usine Santo André, par exemple, avait dû interrompre le paiement de ses travailleurs depuis août 1995 ; deux mois plus tard, Cipó était exproprié. On fera donc l’hypothèse que la décision de promouvoir les occupations d’*engenhos* était le résultat d’une perception du changement qui était en train d’affecter le monde de la canne à sucre, et de la nécessité de s’y adapter. Jusque-là, les syndicalistes se contentaient d’affronter la crise en défendant les droits des travailleurs ruraux et en demandant au gouvernement de Pernambuco des plans d’urgence pour la période d’entre-récoltes. Cette ligne d’action ne leur permettait plus, à terme, de parler au nom des travailleurs ruraux sur les questions de réforme agraire ; les expropriations de l’INCRA avaient en effet pour origine des occupations organisées par le MST. En se faisant eux aussi promoteurs des occupations de terres, les syndicalistes devenaient des interlocuteurs de l’INCRA à part entière, à niveau égal avec le MST. À Vitória de Santo Antão et São Lourenço da Mata, le syndicat avait également organisé des occupations. La FETAPE, par sa déclaration officielle, venait ainsi donner plus de légitimité aux occupations comme étant la forme appropriée pour revendiquer des expropriations, et en même temps reprendre à son compte une forme de lutte diffusée par le MST et associée à son nom.

¹Voir sur ce sujet l’entrevue avec le syndicaliste João Santos, secrétaire de la FETAPE chargé de la politique de la réforme agraire, publiée par le *Diario de Pernambuco* (édition du 12 janvier 1997).

Les occupations organisées à Rio Formoso et à Tamandaré en 1997 s'inscrivaient déjà dans ce contexte concurrentiel. Mascatinho, *engenho* de l'usine Central Barreiros, avait été occupé par le Syndicat de Tamandaré au mois de mars. L'*engenho* voisin de Mascate, appartenant à la même usine, avait fait l'objet d'une occupation de la part du MST ; les occupants avaient été expulsés et s'étaient repliés sur Mascatinho, où le campement syndical avait semble-t-il déjà été démonté. Un mois plus tard, le MST occupait Brejo ; le même mois, le Syndicat de Tamandaré organisait des campements dans les *engenhos* Sauézinho, Coqueiro et Saué Grande, de l'usine Santo André. Le MST, lui, se consacrait en priorité aux *engenhos* que l'usine Central Barreiros avait cédés à la Banque du Brésil. C'est ainsi que fut occupé Jundiá de Cima, un *engenho* qui avait été affermé à un *fornecedor* réputé pour sa violence. Le jour même de l'occupation, le campement fut attaqué par une centaine d'hommes armés réunis par l'exploitant : les occupants durent prendre la fuite. En juin, le syndicat de Tamandaré montait à Brejo un campement concurrent avec les travailleurs *fichados* de l'*engenho*, *moradores* ("résidents"), détenteurs d'un contrat de travail et syndicalisés : le campement disparut assez vite de lui-même, car les travailleurs sous contrat se refusaient à devoir le prendre en charge par eux-mêmes ; ils n'avaient pas non plus l'intention d'adhérer au campement du MST. Du côté de Rio Formoso, le syndicat organisait un campement dans l'*engenho* Amaragi : le campement, monté par des *moradores* de l'*engenho*, ne dura que 3 jours. Bien que ce campement fût démonté rapidement, il avait permis à Amaragi de figurer dès lors sur la liste des campements organisés par la FETAPE ; Amaragi "comptait" comme campement, pour reprendre les termes du président du Syndicat de Rio Formoso, en attendant de devenir officiellement un *assentamento* après le décret d'appropriation par l'INCRA. Le même syndicat montait au mois de mai un campement à Minguito, puis à Serra d'Água en juillet, deux *engenhos* qui faisaient partie du lot réservé à la Banque du Brésil par l'usine Central Barreiros, et que nous avons visités lors de notre enquête.

Les campements montés en 1997 par les syndicalistes dans les *engenhos* de Serra d'Água, Minguito (Rio Formoso), Sauézinho, Saué Grande et Coqueiro (Tamandaré) nous ont été présentés par leurs organisateurs comme des campements préventifs. L'idée était d'occuper le terrain avant que le MST ne le fit :

«Nous avons occupé Serra d'Água afin que les sans-terre ne viennent pas (un syndicaliste de Rio Formoso) ; c'est par peur des sans-terre que nous avons campé

ici. Parce qu'ici, c'est à nous. Sinon les sans-terre viennent, ils occupent... Si nous l'avons fait ici, c'est à cause des sans-terre (délégué syndical de Sauezinho)».

Dans cette relation entre les deux mouvements, l'installation d'un campement constitue une situation de fait accompli : c'est une manière de montrer que la place est déjà prise, comme l'indique le sigle qui figure sur le drapeau du campement.

«Nous avons hissé le drapeau. On pouvait le voir de loin (...) Du coup, les sans-terre ne sont pas venus (un syndicaliste de Rio Formoso, à propos du campement de Serra d'Água) ; nous avons campé et hissé le drapeau pour qu'ils [les sans-terre] s'en aperçoivent. Qu'est-ce qu'ils peuvent dire ? Avec le drapeau comme preuve, il [l'hypothétique sans-terre] voit le drapeau et il s'en va (un travailleur rural de Sauezinho) ; quand un engenho est improductif, s'il n'y a pas de drapeau, ce sont les sans-terre qui entrent (un délégué syndical de Sauezinho)».

En termes de recrutement pour les occupations, les syndicalistes de Rio Formoso revendiquaient leur supériorité sur le MST. A propos de Serra d'Água et de Minguito, le recrutement se serait fait uniquement sur une base d'interlocuteurs connus à titre personnel, liés au syndicat, venus des *pontas de rua*, avec parmi eux des victimes de la dernière inondation¹. Toujours selon les syndicalistes, les réseaux d'interconnaissance et les liens d'amitiés facilitaient le contrôle et le maintien de l'ordre. Cet argument avait été utilisé auprès de l'exploitant des *engenhos* Serra d'Água et Minguito, afin de le convaincre d'approuver le montage des campements : l'idée était qu'il était préférable que ce fût des gens de Rio Formoso qu'il connaissait de longue date plutôt que les sans-terre dont "on ne sait même pas d'où ils viennent". Le MST, de son côté, revendiquait un recrutement plus large : "Nous ne discriminons personne. Nous accueillons tous ceux qui se retrouvent en ville et qui veulent suivre la lutte", expliquait José Augusto, surnommé Cabeludo, militant du MST responsable pour le littoral sud de la *Zona da Mata*. Pour le coordinateur national du mouvement, l'un des principes du mouvement est "d'agglutiner les gens"². Alors que le syndicat doit se restreindre aux limites municipales pour monter ses campements, le MST, lui, ne connaît pas ce genre de contrainte. La base territoriale du syndicat,

¹ Il s'agit de l'inondation de la "Rue de la Boue", analysée par Castro et Correa dans ce numéro.

² Voir João Pedro Stédile et Bernardo Fernandes, 1999.

elle, est communale : ses affiliés travaillent à l'intérieur de cette unité administrative. D'où le fait que la coopération du syndicat de Rio Formoso avec le MST ait du se limiter aux occupations organisées dans les limites de la commune –il était impossible au syndicat de suivre les militants du MST et les anciens de Camaçari qui partaient pour des occupations dans d'autres communes. Le MST, organisé en micro-régions, sans limite communale, possède une marge de manœuvre plus importante : ses militants peuvent rassembler des participants venus de communes différentes, sans que cela fasse problème. Dans les communes où le syndicat n'était pas particulièrement disposé à organiser des occupations, le MST trouvait ainsi un espace privilégié d'action. A la différence des syndicats, la structure du MST n'implique pas une affiliation comme condition pour participer ; seuls les "militants", autrement dit les cadres du mouvement, lui sont liés par une relation organique¹.

Ces deux formes de recrutement n'ont de valeur que si on les prend comme un modèle général destiné à repérer des différences ; ils ne correspondent pas nécessairement à l'origine effective des travailleurs ruraux qui font les occupations. São João, par exemple, a été occupé par des gens de Tamandaré, mais également par des travailleurs ruraux issus des communes voisines d'Ipojuca, de Sirinhaém et de Rio Formoso, recrutés par des dirigeants syndicaux de ces communes². Brejo, *engenho* de l'usine Central Barreiros qui faisait partie du lot cédé à la Banque du Brésil, a été occupé en avril 1997 par 9 personnes, toutes recrutées par des militants du MST dans un réseau d'interconnaissance d'un quartier de Barreiros³. Dans les deux cas, ce n'est pas le modèle revendiqué qui avait prévalu, mais bien les nécessités pratiques. A São João, la première occupation syndicale sans appui du MST, le modèle qui avait été suivi était bien celui du MST : les occupants n'avaient pas nécessairement d'origine géographique commune, à l'instar de Camaçari –l'important, c'était surtout de faire nombre.

¹ C'est cette ignorance de l'organisation interne du MST par la presse brésilienne et internationale qui explique la représentation dominante - et erronée - des participants aux occupations et aux manifestations organisées par le MST comme membres à part entière d'une organisation, suivant un modèle qui serait celui du syndicat ou du parti politique.

² Informations obtenues en 1999 grâce à l'enquête menée par Hernán Gomez et Frédéric Viguier à São João.

³ C'est ce que montre l'étude sur l'occupation de l'*engenho* Brejo. Voir Sergio Chamorro, 2000.

Quant à Brejo, l'ordre d'occuper rapidement l'*engenho* est venu de la direction Pernambuco du MST. Les dirigeants régionaux craignaient peut-être que l'usine ne renégociât l'*engenho* avec la Banque du Brésil et l'INCRA ; il est également possible qu'ils aient voulu prévenir un campement syndicaliste.

Entre mars et septembre 1997, autrement dit entre le début de la nouvelle vague des occupations et notre enquête, le MST n'avait monté aucun campement à Rio Formoso. A Tamandaré, le MST s'était également abstenu d'entrer dans les *engenhos* de l'usine Santo André. Les dirigeants syndicaux insistent sur le caractère préventif de leurs campements ; d'autres facteurs, cependant, étaient peut-être en jeu, notamment le prestige dont bénéficiait dans le milieu syndical pernamboucain les syndicalistes de Rio Formoso, depuis les années 1970 : leur pratique des procès et des grèves les avaient placés à l'avant-garde des luttes syndicales. Les *engenhos* de l'usine Santo André, notamment Sauézinho, Saué Grande et Coqueiro, formaient une des principales bases du syndicat de Rio Formoso : les travailleurs ruraux de ces *engenhos* étaient en tête de toutes les grèves et manifestations, et ils figuraient parmi ceux qui intentaient le plus de procès en justice contre le patronat. Compte tenu des liens forts de loyauté qu'ils avaient tissés avec les dirigeants syndicaux¹ de Rio Formoso et de la déclaration récente de la FETAPE en faveur de l'occupation des *engenhos*, un campement organisé par le seul MST aurait été une atteinte au prestige du syndicat (au même titre qu'une entrée du MST dans les *engenhos* de l'usine Santo André situés dans la nouvelle commune de Tamandaré). Le MST semble ainsi avoir respecté l'hégémonie syndicale sur des territoires déterminés. Le coordinateur local du MST, Cabeludo, nous a expliqué que le MST avait bien eu l'intention d'occuper les 3 *engenhos* de Rio Formoso, mais qu'il s'était retiré quand le syndicat avait garanti qu'il allait le faire. Quel aurait pu être le gain du mouvement à entrer en conflit avec des syndicalistes sur lesquels il s'était appuyé jusqu'à très récemment ? Pour Cabeludo, un tel affrontement était certainement difficilement concevable. Né dans l'*engenho* Amaragi en 1970, petit-fils d'un ancien dirigeant syndical connu pour sa participation dans les luttes d'avant 1964², lié par sa famille à un syndicaliste, Cabeludo avait participé à l'occupation de Camaçari sur l'invitation de travailleurs ruraux liés au Syndicat, avant de suivre les anciens

¹ Voir L. Sigaud, 1996.

² Il s'agit d'Amaro Pedro, mentionné par L'Estoile et Pinheiro dans leur article. Pour une analyse de ses relations avec l'exploitant d'Amaragi, voir L. Sigaud, 1999a.

participants de cette occupation vers les autres campements qui furent montés par la suite ; il est devenu en peu de temps un militant, avec des responsabilités croissantes. Le président du syndicat de Rio Formoso en parlait en ces termes : *“le petit gars d’ici qu’ils [les gens du MST] sont venus chercher”*. Cabeludo était ainsi porté à respecter les dirigeants syndicaux de Rio Formoso —d’autant plus qu’ils étaient tous plus âgés que lui.

En juin 1997, la presse pernamboucaine annonçait que la FETAPE dépassait d’ores et déjà le MST en nombre d’occupations : 22 pour la FETAPE, contre 20 pour le MST¹. Depuis lors, les deux organisations n’ont cessé de se concurrencer dans les installations de campements, suivant un processus que l’on pourrait qualifier, pour reprendre les termes de Bateson, de “schismogenèse symétrique”² : à chaque occupation d’un côté répondait une occupation de l’autre. Cette escalade est en grande partie responsable de la prolifération des campements au Pernambuco –Etat qui a connu la croissance la plus importante au Brésil du nombre d’occupations. Entre 1990 et 1994, le Pernambuco était 6^e en nombre d’occupations, avec 28 campements sur un total national de 421, et 4^e en nombre de familles impliquées, avec environ presque 5 000 familles pour un total national d’environ 75 000. Entre 1995 et 1999, période pendant laquelle la FETAPE s’est mise elle aussi à monter des campements, le Pernambuco est devenu le premier Etat du Brésil aussi bien en nombre d’occupations de terres (308 sur 1855 dénombrées sur l’ensemble du territoire national) qu’en nombre de familles mobilisées (35 000 sur un total national de 256 000)³.

Le MST et les syndicalistes semblent être d’accord sur la dimension positive de cette concurrence :

«C’est bon pour la réforme agraire, déclare le coordinateur du MST pour le Pernambuco, à propos des occupations syndicales. Le président du syndicat de Tamandaré va dans le même sens : Il y a le MST et il y a le Syndicat. Au final, il n’y a qu’une seule lutte. Parce qu’on lutte tous pour une bonne cause : c’est la réforme agraire».

¹Voir *Diario de Pernambuco*, édition du 11 juin 1997.

²Gregory Bateson (1994).

³ Voir les données de Mançano Fernandes (2000, p. 270-272), qui s’appuie sur une base de données de l’UNESP de São Paulo.

Autre objectif commun aux deux organisations : destiner les terres qui jusque-là étaient consacrées à la monoculture de la canne à sucre à des cultures d'autosubsistance familiale. En 1997, cette position s'opposait à celle du gouverneur Miguel Arraes, pour qui il fallait reconsacrer les terres improductives à la culture de la canne. Cet argument du gouverneur pernamboucain était étayé par l'avis des économistes, selon lesquels la canne à sucre restait malgré tout la culture la plus rentable pour la région. Le conflit des deux modèles en présence contribuait ainsi au renforcement des incertitudes quant aux issues possibles de la crise. D'après le dirigeant du syndicat de Rio Formoso, le gouverneur avait l'intention de faire avec l'usine Santo André ce qu'il avait déjà fait avec l'usine Catende : depuis 1995, cette usine de la *Zona da Mata* était gérée par un conseil d'administration composé entre autres de représentants des travailleurs ruraux, des créanciers et du gouvernement de Pernambuco. Elle continuait à produire du sucre suivant le modèle habituel. Les syndicalistes de Rio Formoso qui étaient impliqués dans les occupations des trois *engenhos* de l'usine Santo André s'opposaient à ce genre de solution : la culture de la canne était en effet tellement associée aux relations de subordination qu'elle leur paraissait incompatible avec l'idée même de réforme agraire, prise comme une libération vis-à-vis des liens avec le patron. Le président du Syndicat de Rio Formoso déclarait :

«La réforme agraire en plantant de la canne, ce n'est pas une réforme agraire (...) Ce que les gens veulent, c'est planter des cultures diversifiées, qui puissent les nourrir».

LES TRAVAILLEURS RURAUX FACE A LA CRISE : CAMPER POUR S'EN SORTIR

Pour les dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré, ainsi que pour les militants locaux du MST, la réforme agraire semblait être la solution au chômage que provoquait la crise de l'agro-industrie sucrière. Jaíso, président du Syndicat de Tamandaré, nous expliquait :

«La situation d'aujourd'hui n'est pas la même qu'il y a 10 ans (...) Beaucoup de gens avaient un emploi, c'étaient les patrons qui venait nous chercher (...) Aujourd'hui, la réalité est différente. On voit bien que les travailleurs ruraux sont en train de perdre leur emploi. La seule issue possible, c'est la réforme agraire, parce que celui qui perd son emploi, il ne s'arrête pas de vivre pour autant ; il a besoin de se trouver quelque chose pour travailler et pouvoir vivre».

La réforme agraire dont il était question, c'était l'expropriation des *engenhos* et la distribution des terres en parcelles destinées aux travailleurs

ruraux, pour qu'ils puissent les cultiver sur une base familiale. C'est dans cette perspective que les occupations et les campements s'inscrivaient pour eux dans une logique de *lutte* pour la réforme agraire¹.

Tous les travailleurs ruraux n'avaient cependant pas la même croyance en la réforme agraire comme issue possible, ni la même disposition à la *lutte*. Certains avaient rejeté des propositions de participer à des campements, en déclarant qu'ils ne voulaient pas la terre. Cabeludo, le militant du MST, raconte les vicissitudes du recrutement aux *pontas de rua* :

«Certains le prennent bien, d'autres mal. Il y en a qui disent que le sans-terre, c'est un agitateur, qu'il ne vaut rien ; d'autres disent qu'ils ne vont tout de même pas mourir pour un morceau de terre ; que la terre, c'est bon pour les vers de terre».

A Sauézinho, certains travailleurs ruraux envisageaient avec scepticisme la perspective de la réforme agraire dans l'*engenho*, en usant de la même métaphore : «*Il y a des travailleurs qui disent : on n'est pas des vers de terre, on ne veut pas de terre*», raconte le délégué syndical. Au campement de Brejo, un travailleur racontait sa tentative de trouver plus de gens pour participer au campement, sur la demande du MST : il s'était vu répondre par certains qu'ils n'étaient pas question pour eux d'occuper la terre des autres. A Serra d'Água, le coordinateur du campement, Dinho, racontait la peur de certains travailleurs ruraux : «*il y a des coins où ils [les miliciens] tirent, ils n'hésitent pas à tuer !*» D'autres travailleurs ruraux de Sauézinho craignaient, en restant au campement, de perdre leur *ficha*, leur contrat de travail, autrement dit leur emploi², si l'usine apprenait leur présence dans le campement. Le président du Syndicat de Tamarandé rappelait comment les travailleurs ruraux s'étaient battus pendant toute leur vie active pour leurs salaires :

¹ Comme le montre très bien John Comerford, pour les travailleurs ruraux, le mot «lutte» est associé à plusieurs significations. Dans le contexte de la réforme agraire, la lutte est «un terme central des récits (...) de conflit entre paysans et propriétaires (...), un terme qui désigne des affrontements concrets et prolongés, avec plusieurs épisodes». Voir John Cunha Comerford, 1999, p. 20.

² La *Ficha* désigne le contrat de travail à durée indéterminée. Les *fichados* ont des cartes de travail officielles ; ils se distinguent ainsi des *clandestinos*, travailleurs non déclarés, et des *safristas* (saisonniers), dont le contrat de travail ne dure que le temps de la récolte de la canne.

«Pour un travailleur, se retrouver à travailler pour soi-même, c'est difficile. Quand ils s'organisent pour lutter pour la terre, l'usine arrête de les payer, parce qu'ils vont arrêter de travailler pour elle. Pendant cette période, ils n'ont rien pour subsister. D'où l'angoisse et la peur».

A Amaragi, par contre, la peur de la réforme agraire, c'était de ne plus avoir de patron : les travailleurs ruraux étaient habitués, depuis l'époque du vieux Bezerra, le père de Roberto, à pouvoir s'appuyer sur le patron en cas de maladie et de décès ; la peur était donc grande de perdre cette protection¹.

Cette conception de la réforme agraire comme issue et cette disposition (variable) à la *luta* étaient liées à la crise et ses licenciements, le durcissement des conditions de travail pour ceux qui avaient pu garder leur emploi, la chute ou même l'interruption du revenu hebdomadaire lorsque les patrons étaient insolvables. Le lien s'était construit entre la crise et la disposition à la *luta* à travers une série de médiations : la représentation que les travailleurs ruraux se faisaient de leur situation, qui dépendait de leur propre trajectoire et de leurs expériences précédentes, leurs réseaux de relations et les événements auxquels ils avaient dû se confronter. C'est cet enchaînement que nous allons tenter de décrire, en comparant quelques campements.

Prenons tout d'abord les cas des *engenhos* Amaragi et Sauézinho, dont les campements, comme à Saué Grande et Coqueiro, étaient uniquement constituées de *moradores* (travailleurs résidents). A Amaragi, le salaire des travailleurs avait été suspendu mais le patron leur garantissait le droit de cultiver la terre et leur manifesta son soutien. Il fit tuer des bœufs pour en distribuer la viande, avec des produits achetés au supermarché local, adoptant ainsi la posture du patron respectueux de la tradition —celle des anciens seigneurs d'*engenho*²— selon laquelle il se devait de protéger ses *moradores* dans les moments difficiles. Ce comportement avait pour conséquence l'entretien du sentiment de dette des travailleurs à son égard. Ces derniers, en effet, étaient certes syndiqués, mais ils

¹ Voir l'article de Benoît de L'Estoile avec C. Pinheiro.

² Le terme tradition est ici employé dans le sens technique que Max Weber lui a donné, à savoir comme un ensemble de normes légitimées par la domination dite traditionnelle, qui se trouve être, parmi les différents idéaux-types de domination, la plus appropriée pour analyser les relations sociales dans les grandes plantations jusqu'à la mise en place des droits des travailleurs ruraux au début des années 1960.

ne s'étaient jamais impliqués à l'avant-garde des luttes de Rio Formoso : ils n'avaient jamais eu recours à la Justice du Travail, ni participé aux grèves¹. Face à la crise, la solution était donc attendue de la part du patron. Ce fut le Syndicat qui leur proposa de faire un campement : il ne dura que 3 jours.

A Sauézinho par contre, l'insolvabilité de l'usine était considérée comme inacceptable par les travailleurs ruraux. Tous les récits que nous avons recueillis sur le campement dans cet *engenho* l'associe avec la suspension des salaires. Les liens des travailleurs de Sauézinho avec le syndicat étaient forts et l'habitude était ancrée des confrontations quotidiennes avec les employés de l'usine, des recours en justice et des grèves. La crise ne fit qu'accroître les tensions. La première démarche fut de faire grève, afin d'exiger le paiement des salaires en retard ; les travailleurs ruraux tuèrent par la suite du bétail de l'usine, avant de monter finalement un campement, qui dura environ 15 jours. Quand l'usine reprit le paiement des salaires, le campement commença à se vider. Par la suite, des fonctionnaires de l'INCRA vinrent rendre visite aux derniers "occupants", en leur faisant valoir le fait qu'il n'était pas nécessaire pour eux de se sacrifier en dormant dans des baraques, car ils bénéficiaient d'entrée de jeu d'une priorité légale dans la distribution à terme des terres de l'*engenho*². Le syndicat mit alors fin au campement. En juin 1997, sous la direction des syndicalistes, les travailleurs de Sauézinho montèrent un nouveau campement, à Recife cette fois, en face du siège de l'INCRA, en association avec les travailleurs de Coqueiro et de Saué Grande. L'occupation, qui dura trois jours, correspondait à la revendication d'une visite technique de l'INCRA dans les trois *engenhos*³.

Dans le cas de Sauézinho, on peut repérer les différentes étapes suivant lesquelles la perception de la crise a évolué. Le premier moment correspond à la

¹ Cf. L. Sigaud, 1996.

² Suivant la législation, la priorité dans la distribution des parcelles est donnée aux détenteurs d'un contrat de travail en bonne et due forme résidant dans l'*engenho*.

³ Depuis les années 1980, les organisations de travailleurs ruraux ont fréquemment recours à l'occupation d'administrations publiques pour exiger la satisfaction de leurs revendications. Voir John Comerford, op. cit. p. 127-147. Au Pernambuco, l'occupation de l'INCRA pour accélérer le processus d'expropriation est devenu une pratique aussi commune que les occupations de terre elles-mêmes. En 1997, dans la capitale pernamboucaine, les campements se succédaient devant le siège de l'INCRA.

suspension du paiement du salaire familial, après celle du 13^e mois et des congés payés ; puis celle du salaire lui-même. Parallèlement, les travaux agricoles (élagage de la canne, semailles) étaient largement abandonnés ; le raffinage de la canne à l'usine (la *moagem*) fut finalement interrompu, ce qui était le signe le plus tangible de la fin prochaine de l'usine. La voie choisie par les travailleurs de l'*engenho* fut celle de l'affrontement. Certains, cependant, se demandaient si une inversion de la tendance n'était pas sur le point de se produire : l'usine pouvait éventuellement se redresser. Ce doute entraînait la peur de perdre sa *ficha* (le contrat de travail à durée indéterminée) pour rien. Malgré tout, l'engagement dans les actions du syndicat en faveur de la réforme agraire fut massif. Le délégué syndical dans l'*engenho* était lui-même totalement convaincu de la justesse de cette nouvelle *luta*. Ce fut la première chose qu'il nous dit lorsque nous le rencontrâmes : "*Nous sommes maintenant dans une nouvelle luta (...) L'idée, c'est d'organiser les travailleurs pour faire la réforme agraire*"¹. Certains travailleurs de l'*engenho*, dont lui-même, s'étaient déjà lancés dans la culture de denrées de subsistance, qu'ils vendaient au marché de Barreiros, ainsi qu'à l'élevage bovin et ovin. A Sauézinho, la réforme agraire était déjà en marche pour une bonne partie des travailleurs ruraux.

Que ce soit à Amaragi ou à Sauézinho, les travailleurs étaient dans les deux cas confrontés à l'insolvabilité patronale : la réaction ne fut pas la même dans les deux *engenhos*. L'épisode des bœufs, en cela, est emblématique : alors que dans un *engenho* les travailleurs pouvaient consommer la viande des bœufs que le patron avait fait tuer à leur intention, dans l'autre cas les bœufs de l'entreprise avaient été tués contre la volonté patronale. L'installation du campement fut envisagée de manière différente dans les deux *engenhos* : alors qu'à Sauézinho, le campement s'inscrivait dans une longue suite d'affrontements avec l'usine, le campement d'Amaragi correspondait à un acte singulier, appuyé de surcroît par le patron. Dans les deux cas, cependant, les "occupants" résidaient sur place : ils se connaissaient, ils étaient liés par des liens de parenté, de parrainage et d'amitié ; ils avaient une histoire commune, que ce fût en termes de dette morale à l'égard du patron dans le cas d'Amaragi ou de grèves et de loyauté à l'égard du

¹ La référence temporelle tient au fait que l'un d'entre nous avait déjà eu l'occasion de rencontrer le délégué syndical de Sauézinho, pour qui la "luta", jusque-là, concernait le droit du travail et l'application des conventions collectives.

syndicat dans le cas de Sauézinho. C'est sur ce fond commun que se construisait la disposition de chacun à s'engager ou à prendre ses distance avec la *lutte*.

La situation était bien différente dans les campements dont les occupants venaient de l'extérieur : Brejo, Mascatinho, Serra d'Água, Minguito, São João et, auparavant, Cipó. Ces campements rassemblaient des individus dont les origines et les parcours étaient plus variables. Nous avons étudié le cas de Brejo.

Brejo est un *engenho* situé le long de la route qui relie la grand-route littorale à la ville balnéaire de Tamandaré¹. Depuis son installation en avril par 9 personnes, le campement avait entretemps connu une croissance notable : il comptait environ une quarantaine de familles, avec chacune leur baraque. D'avril à septembre, le campement avait déjà fait l'objet de deux expulsions sur décision judiciaire et d'une attaque par la milice de l'usine. A chaque expulsion, les participants du campement avaient été contraints de quitter l'*engenho*, en laissant derrière eux leurs baraques et leurs biens, pour s'installer provisoirement au bord de la route, avant de revenir quelques jours plus tard occuper l'*engenho*. Il est à noter que les expulsions font partie intégrante du processus d'occupation : les propriétaires ont toujours à un moment donné recours à la Justice pour demander la réintégration de leur bien, et à l'exception des campements organisés par des *moradores*, tous les campements que nous avons visités avaient fait l'objet d'une expulsion. A Brejo, les expulsions furent menées par la Police Militaire. Après la deuxième expulsion judiciaire, la milice de l'usine profita de l'occasion pour brûler les baraques abandonnées du campement et les cultures de subsistance des occupants. A leur retour, ces derniers décidèrent de construire des maisons en pisé afin de rendre leur destruction plus ardue ; la bâche noire caractéristique des campements, elle, était toujours là, recouvrant les feuilles de bananier qui faisaient office de toit.

Lors de leur retour au campement, après leur deuxième expulsion, les participants au campement furent attaqués par des *pistoleiros* de l'usine, qui venaient d'attaquer le campement de Mascatinho, faisant 3 blessés. Il n'y eut pas de blessés à Brejo : les occupants de Mascatinho les avaient prévenu, ce qui leur

¹ Le site de Tamandaré fut au XVII^e siècle le théâtre de batailles liées à l'occupation hollandaise. Depuis les années 1960, Tamandaré est devenu un pôle de villégiature pour les classes moyennes et l'élite pernamboucaines.

laissa le temps de se cacher dans le bois. L'attaque du 16 juin 1997 était un thème récurrent des conversations que nous avons eues en septembre avec les occupants de Brejo, les syndicalistes et les militants du MST. Nous en parlâmes au gérant de l'usine, qui nous déclara avoir envoyé ses hommes pour protéger le patrimoine de l'entreprise. Selon Cabeludo, du MST, ces hommes de main étaient au nombre de 17. Ils furent arrêtés à Brejo par la Police Militaire, qui les désarma, avant de les relâcher le soir même. Ce dénouement fit bien sûr l'objet de l'indignation des syndicalistes, des militants et des travailleurs de Sauézinho et de Brejo.

En septembre, nous avons visité Brejo en compagnie de Cabeludo, le militant du MST. Nous avons été conviés à nous installer sous un abri qui servait de lieu de réunion, où nous avons pu discuter avec les différents occupants du campement¹. Voici le profil de cinq d'entre eux :

1 - Amaro Santino est entré dans le campement le 27 mai, un mois et demi après le début de l'occupation. Il a alors 48 ans et 18 enfants, dont 15 qui vivent encore avec lui. Né à Sirinhaém, il avait habité 29 ans dans un *engenho* de l'usine Trapiche, avant d'entrer en conflit avec le contremaître de la plantation et de partir en démissionnant, pour se rendre à Tamandaré, chez un de ces frères. C'est à la radio qu'il a entendu parler de Brejo :

«L'engenho Brejo semble avoir un problème, l'INCRA est là. Ils appellent beaucoup de monde [à propos d'un programme de radio organisé par le MST]. J'avais eu cette histoire, là-bas [à Trapiche]. Alors je me suis dit : je vais à l'INCRA [en l'occurrence, à Brejo]. A la radio, on parlait "du problème des *engenhos* qui allaient être divisés (...) J'ai voulu avoir mon terrain, pour y travailler et pour éviter à mes fils d'être assujettis à tous ces patrons". Au campement, il rencontre une connaissance de Trapiche. En arrivant, il demande s'il y a encore de la place : "Oui, il y en a! Il faut juste couper du bois, construire une baraque, s'y installer, et ça y est". Maintenant j'attends ; si Dieu le veut, ils vont résoudre le problème, n'est-ce pas ?».

2 - Daniel Pedro est un homme de 44 ans. Il est séparé de sa femme, qui vit avec ses enfants dans le Rio Grande do Norte. Sa mère et un de ses frères habitent à Sauézinho ; il loge généralement chez sa sœur, qui habite à Barreiros. Pendant 19 ans, il a travaillé dans des *engenhos* des usines Central Barreiros et Santo André. Il a également une expérience professionnelle dans l'industrie,

¹ Cf. les photos du "Carnet de voyage" n° 9 et 10.

après avoir travaillé dans une fabrique de plastique à São Paulo ; il a également été administrateur d'une *fazenda* dans le Rio Grande do Norte. En 1992, il revient au Pernambuco, pour travailler dans le sucre. En mars 1997, à la fin de la récolte, il est licencié. "J'ai traîné dans la rue, sans emploi, sans maison, sans avoir de quoi manger". Alors qu'il cherchait du travail, un de ses amis qui occupait Mascatinho lui dit que Brejo va être occupé.

«Je me suis dit : j'y vais aussi. A Mascate aussi, j'avais cherché une place. Parce que j'ai 44 ans. 44 ans de souffrance dans l'entreprise, et je n'y ai rien gagné. Maintenant, je vais essayer, parce que jusque-là, en travaillant, j'ai rien acquis pour moi. Et puis j'ai rien contre tenter ma chance, car j'ai rien à perdre, n'est-ce pas ? Ce que j'ai de mieux à espérer pour le futur, c'est ça. Si ça ne marche pas, je ne perds rien(...) C'est le jeu de hasard de la vie, et moi aussi je vais jouer».

En 1994, déjà, il avait été invité, sans doute à Barreiros où le MST recrutait, à participer à l'occupation de Flor de Maria, un *engenho* situé sur la commune de Palmares, dans l'ouest de la Zona da Mata : il avait refusé. A cette époque, "ces histoires de campement, j'écoutais pas. Car j'avais du travail. (...) Toutes les entreprises embauchaient". Désormais, selon lui, les entreprises se débarrassent des plus de 40 ans : "de quoi est-ce que je vais vivre, maintenant ?" Le jour de l'occupation de Brejo, avec de l'argent collecté auprès de ses amis, il achète 4 mètres de bâche noire. 8 jours plus tard, il vient avec sa bâche à Brejo. Une semaine plus tard, sa baraque était construite.

3 - Amaro a 21 ans en septembre 1997. Avec son amie, âgée de 18 ans, ils ont deux enfants. Il fait partie du groupe des 9 premiers occupants de Brejo ; il était également au campement de Camaçari, en 1992, où son père l'avait emmené. Cette année-là, à la fin de la *moagem*, son père, qui était camionneur avec un contrat de saisonnier, s'était retrouvé au chômage, à Barreiros. Les "gars" du MST commencèrent à faire des réunions dans la ville, et ce fut Camaçari. Après l'expulsion, son père et lui vont à Vermelho (un *assentamento* déjà ancien), où ils restent trois mois, avant d'aller occuper l'*engenho* Frescundinho, dans la commune de Gameleira. Après une nouvelle expulsion, les occupants reviennent à Barreiros, où ils montent un campement au lieu-dit Monte das Cabras, avant d'aller s'installer en ville, dans un club, avec l'appui du maire de l'époque, Amaro Biá, ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux de la commune. Après une nouvelle tentative à Frescundinho et de nouveau une expulsion, une partie de ce groupe de 80 occupants s'installe sur le bord de la

route à Gameleira pour continuer la *lutte* pour Frescundinho (pour laquelle ils obtiennent finalement gain de cause), tandis que les autres vont occuper l'engenho São Manuel, dans la commune de Rio Formoso, où ils resteront 7 mois, là aussi avec l'appui du maire. Après leur expulsion, ils partent occuper l'engenho Cipó. Amaro parle de la démobilisation qu'entraînent les expulsions :

«Tout le monde ne tient pas le coup. Il y en a qui abandonnent : non, je me suis déjà pris une expulsion, alors tant pis pour la terre, etc. Son amie raconte : j'habitais à Barreiros, et je l'ai rencontré. Je suis allé avec lui à Mearim [un *engenho* occupé à Palmares]. On est restés là quelques mois. Puis on a abandonné. De là, on est partis pour Cipó».

Entretemps, de Camaçari à Cipó, Amaro était devenu un "militant" du MST. Ils restent 8 mois à Cipó. Amaro et son amie, son père et des parents quittent finalement l'engenho pour revenir à Barreiros. Amaro explique : ils n'aimaient pas l'endroit. Pendant deux ans, Amaro se retire alors du mouvement pour travailler, avant de revenir dans les campements de Mascatinho et finalement de Brejo, avec 8 autres personnes. Une fois le campement installé, Amaro est allé faire du "travail de base" à Tamandaré, Barreiros, Rio Formoso et São José da Coroa Grande :

«A Tamandaré, par exemple, on allait chez les gens pour leur parler du campement d'ici, en leur disant qu'on avait besoin de gens, et qu'il y avait de la terre, qu'on était en train de négocier avec l'INCRA. Toute la bande écoutait, et tout le monde était d'accord, moi aussi d'ailleurs : la solution, c'était la réforme agraire, parce que du travail, il n'y en a plus. [Amaro voudrait à terme s'installer à Brejo] Dans la pratique, on fait partie de l'organisation. Soit on reste, soit on doit partir pour un autre endroit, ça dépend si on aime le lieu ou non. Nous, on aime bien. Je voudrais avoir une parcelle ici (...) Nous, à l'organisation, on connaît les campements (...) On va sur place, on connaît. S'il y a une place et que l'INCRA vient cadastrer le coin, alors on reste».

4 - Edmilson est arrivé au campement de Brejo le deuxième jour. Le jour de l'occupation, il allait au marché de Tamandaré quand il a rencontré Dedé, un militant du MST, qu'il connaissait de vue ; Dedé l'invite à venir au campement, lui dit que c'est un "mouvement bien", et lui demande de rassembler d'autres personnes. Bien qu'il n'eût jamais participé auparavant à une occupation de terre, l'idée ne lui était pas étrangère. Travaillant à Ilhetas, un *engenho* de l'usine Central Barreiros, il ne reçoit plus son salaire ; syndiqué, proche de Jaíso, il avait déjà entendu parler, au Syndicat, des occupations, comme celle de São Manuel ;

il avait même pensé rejoindre celle de Mascatinho, avant d'abandonner finalement l'idée. Avec Brejo, il se décide :

«Ce que je veux, c'est travailler pour moi-même. Travailler pour les autres, c'est fini. Travailler pour moi, par contre, ça marche toujours. Là, je marche, parce que j'ai ma fille, sans parler de ma femme ; (...) Travailler pour les autres, j'ai déjà donné, ça ne marchera plus».

A son arrivée au campement, Dedé lui demande de construire sa baraque. Il a demandé une bâche noire à la mairie, mais il n'y en avait pas ; comme il n'avait pas d'argent non plus pour en acheter une, il s'est contenté de couvrir sa baraque d'un toit de paille.

5 - Nazareno a 50 ans ; il habite Tamandaré depuis seize ans. Il est né à l'usine Santa Terezinha, un *engenho* situé dans la commune de Palmares. Quand il avait 8 ans, son père, qui s'occupait des bêtes de trait, s'est installé à l'usine Trapiche. Deux ans plus tard, sa mère meurt ; quand il a 20 ans, c'est le tour de son père, qui laisse trois fils derrière lui. Il va alors à Recife, puis dans l'Etat voisin de l'Alagoas, pour travailler dans un *engenho*, enfin à São Paulo où il reste 2 ans, dans le bâtiment. De retour au Pernambuco, il travaille à nouveau dans la canne à sucre, avant de retenter une deuxième fois sa chance à São Paulo. A son retour, il s'installe dans un *engenho*, en Alagoas. Le gérant de cet *engenho* ordonne que l'on détruise ses plantations (*roçado*) : il décide de partir. Il s'installe alors à Tamandaré, chez sa belle-mère, et décide de ne plus jamais travailler dans les *engenhos*. Sur un terrain donné par la mairie, il se construit une maison ; il vit de la vente de fruits et des plats de fruits de mer que cuisine sa femme.

«Je passais souvent par ici [Brejo]. Et puis il y a eu cette histoire de mouvement. C'est Zezinho qui m'en a parlé, un militant. Et un coordinateur. Moi, j'enregistrais, j'enregistrais ce qu'il me disait. Puis un jour, je suis venu. J'ai construit cette petite baraque et j'ai planté deux-trois choses».

Sur une idée du maire de Rio Formoso, il s'était présenté, sans succès, aux élections municipales. Il continue de vendre ses produits à Tamandaré :

«Demain il faut que j'y retourne, je vais vendre du crabe et du poisson».

Sur ces cinq profils, seul le jeune Amaro, militant du MST, avec l'expérience de plusieurs occupations, considérait déjà depuis un certain temps la réforme agraire comme une solution. Pour les autres, cette option était récente.

Daniel Pedro avait déjà été convié à participer à des occupations ; mais il avait un travail, ce qui l'avait amené à ne pas prendre en considération cette possibilité. C'est seulement quand il s'est retrouvé au chômage et sans débouché en perspective que la "réforme agraire" lui est apparue comme une solution. La question s'était posée dans les mêmes termes pour le père d'Amaro en 1992 : au chômage, il s'était rallié à l'invitation des militants venus faire du "travail de base" à Barreiros. La comparaison entre ces deux cas montre bien que la crise de la canne peut frapper les travailleurs ruraux en des moments variés, sous des formes différenciées.

Revenons au premier occupant que nous citons, Amaro Santino : le récit de la manière dont il a quitté Trapiche reste elliptique (il y a eu un "problème" et c'est pour cela qu'il serait parti pour Brejo). Peut-être est-il parti pour ne pas être licencié, avec en tête l'idée des campements. C'est sans doute également le cas de l'autre travailleur de Trapiche qu'il avait déjà croisé avant de le retrouver à Brejo. À Mascatinho aussi, les occupants comptaient dans leurs rangs des licenciés de cette même usine. En ce sens, la restructuration des usines de sucre qui ont réussi, comme c'est le cas de Trapiche, à maintenir une forte productivité en licenciant leurs travailleurs, a indirectement contribué à la prolifération des occupations d'*engenhos*, au même titre que les usines en déclin comme Santo André et Central Barreiros. Pour Amaro Santino cependant, la participation au campement n'est pas liée à la perception d'une fatalité du chômage, à la différence du deuxième occupant que nous citons. Amaro ne parle pas de sa recherche d'emploi : tout se passe dans son récit comme s'il avait quitté l'usine pour se rendre immédiatement à Brejo. Peut-être la "réforme agraire" faisait-elle déjà partie de son horizon d'attente, notamment parce que certains de ses collègues de Trapiche étaient déjà partis pour des campements¹.

¹ Nombreux, parmi les participants aux campements, sont ceux qui venaient de Santo Amaro, un village situé sur la commune de Sirinhaém où résidaient les travailleurs (en activité ou déjà licenciés) de l'usine Trapiche. Ce village était l'un des lieux privilégiés par les militants du MST pour mobiliser la "base".

Edmilson (4), lui, s'était confronté à la crise de l'usine Central Barreiros, comme les travailleurs de Sauézinho et de Santo André : après un certain temps passé sans salaire dans l'*engenho* Ilhetas, il était désormais convaincu de l'inutilité de travailler pour les autres. Les syndicalistes de Tamandaré lui avaient déjà parlé de la "réforme agraire" comme une issue possible. Les occupations de mars et avril 1997 lui offrent l'occasion d'y participer : il pense d'abord à Mascatinho, recule et finalement se décide pour Brejo, qui est limitrophe de l'*engenho* Ilhetas : il est cette fois trop près pour rater l'occasion.

Nazareno (5), n'était pas à proprement parler une victime de la crise de la canne à sucre. Les raisons de son entrée dans le campement de Brejo restent là aussi elliptiques. Son cas permet cependant d'illustrer le fait que les campements ne regroupaient pas seulement des travailleurs ruraux, mais également des gens qui avaient abandonné cette activité : Nazareno, lui, l'avait été pendant 16 ans. A Mascatinho, à Cipó, nous avons là aussi rencontré des participants aux campements qui avaient une activité en ville. Bien qu'elle soit directement liée à la crise du sucre, on voit bien que la "réforme agraire" n'est pas une issue pour les seules victimes directes de cette crise ; elle peut l'être également pour des personnes en situation précaire dans d'autres secteurs. Dans les deux campements de Rio Formoso, on trouvait ainsi des victimes de l'inondation catastrophique de mai 1997, qui avaient perdu leur maison.

En comparant les cas d'Edmilson, de Nazareno et de Daniel Pedro, la participation à un campement apparaît comme le résultat d'un processus par lequel les travailleurs ruraux donnent progressivement un sens à la crise qui les atteint et à l'évolution du "mouvement", travail d'interprétation dans lequel on peut lire l'influence du "travail de base" mené par les syndicalistes et les militants du MST. Nazareno nous raconte qu'il discutait fréquemment avec Zezinho, le militant ; habitant d'une *ponta de rua* de Tamandaré, il était un destinataire naturel de ce travail de mobilisation : il "enregistrait", jusqu'à ce qu'un jour il se décidât. Quant au choix d'entrer dans tel campement plutôt que tel autre, il semble lié à des facteurs essentiellement conjoncturels par exemple, à la coïncidence, entre l'existence d'une occupation et la perception subjective des effets négatifs de la crise (cf. le père d'Amaro, Amaro lui-même et le deuxième occupant cité) ou bien la proximité plus ou moins grande de l'occupation (dans le cas d'Edmilson et de Nazareno). Il faudrait également prendre en compte les réseaux d'interconnaissance antérieurs aux campements, et que nous n'avons pu

qu'effleurer en septembre 1997 : l'existence de ces réseaux, que nous avons entr'aperçue au travers d'allusions récurrentes dans les entretiens, doit sans aucun doute être considérée comme un facteur également décisif dans le choix de participer à un campement déterminé.

Autre thème que nous retrouvons dans ces cinq entretiens : à l'exception du récit d'Amaro, les récits des occupants mobilisent la notion de "place" (*vaga* - c'est-à-dire un siège, un poste, une place de stationnement libre ou non) : le premier demande, en arrivant dans le campement, "s'il y a de la place" ; le deuxième raconte qu'il "cherchait une place", dans un lexique qui est le même que celui de la recherche d'emploi. Quant aux témoignages où le terme n'apparaît pas, il est néanmoins question d'une démarche de demande d'autorisation (à un responsable, à un militant, au coordinateur du campement) au moment de l'arrivée dans le campement. Les travailleurs ruraux semblent, par cette identité lexicale, associer en un certain sens l'entrée dans un campement à l'accès à un emploi –cette hypothèse nécessiterait cependant une recherche empirique plus poussée.

Dans ces témoignages, le motif revendiqué pour expliquer sa participation à l'occupation reste très homogène : quitter la dépendance du travail pour un patron et travailler pour soi-même. Cette opposition, récurrente dans les campements, entre le travail pour soi et le travail pour un patron, est une dichotomie ancienne dans la *Zona da Mata* de Pernambuco : elle se matérialise dans l'espace par la différence entre la culture du lopin de terre (pour soi) et le travail dans les champs de canne (pour le patron). Avant l'apparition des campements, le fait de pouvoir travailler pour soi dans un *engenho* impliquait structurellement le travail pour un patron, car seuls ceux qui détenaient un contrat de travail de l'usine ou du fournisseur avaient droit à un lopin de terre à usage personnel. Les campements semblaient donc offrir une nouvelle possibilité : travailler pour soi-même, sans la subordination à un patron. C'est là le sens principal que les travailleurs ruraux des occupations donnent à l'expression "réforme agraire".

A Brejo comme ailleurs, on pouvait repérer dans les campements une posture dominante : celle de l'attente d'un dénouement. Amaro Santino attend que se manifeste la volonté de Dieu et qu'une décision soit prise. Pour Daniel Pedro, participer au campement est un pari :

«Tout ça, ça n'est pas bon. Les autres camarades et moi, on a dormi sous la bâche noire, avec la pluie qui tombe sur le bois, dans la boue... Il n'y a rien de bon dans cette vie qu'on mène ici. Mais il faut prendre le risque : un jour ça pourrait bien tourner».

Pour les occupants, l'attente du "dénouement" passe par le maintien d'activités parallèles. Nazareno raconte qu'il doit aller en ville le lendemain pour y vendre ses fruits de mer. Cette superposition de la participation au campement à une activité rémunératrice est fréquente. Dans tous les campements que nous avons visités, bon nombre des occupants étaient absents : ils étaient partis couper la canne (la récolte venait de commencer) ou répondre à des "petits boulots". Le fait de monter une baraque dans un campement pouvait donc s'accommoder du maintien d'autres activités.

Les récits d'Amaro (à Brejo) et de Cabeludo (le militant régional du MST) nous ont donné quelques éléments d'une histoire des campements de la région. Cabeludo parlait en ces termes de Cipó, *engenho* exproprié dont il est lui-même détenteur d'une parcelle : "*L'histoire de ce campement ? C'est une longue histoire. La lutte pour cette terre-ci a commencé à Camaçari (...)*" Le récit du militant décrivait par la suite le cheminement d'un groupe de travailleurs ruraux, de campement en campement, émaillé de faits héroïques, telle une véritable saga. 1 200 au départ de Camaçari en 1992, ils n'étaient plus que 80 quand ils arrivèrent à Cipó en 1994. Même si l'on prend en compte ceux qui étaient restés à Frescundinho, cette réduction est frappante. Pour Amaro, cette désaffection était liée aux expulsions et au découragement qu'elles entraînaient ; "*la lutte pour la terre est la lutte la plus difficile du monde*", disait également Cabeludo. La persistance de certains en est d'autant plus frappante, comme dans le cas du père d'Amaro (dans les campements depuis Camaçari, 1992), ou de cette femme de Cipó qui était entrée dans les campements depuis l'occupation de l'*engenho* São Manuel, ou encore des couples dont les enfants, entre 2 et 4 ans, étaient nés dans les campements. Dans presque tous les campements que nous avons visités, nous avons rencontré des anciens de Camaçari. Tous ces éléments montrent bien qu'abandonner ou persister dans la *lutte* sont des démarches qui s'inscrivent directement dans des trajectoires personnelles et non dans une disposition particulière pour la *lutte* qui pourrait être dissociée de ces trajectoires. Le cas du père d'Amaro et de sa famille est parlant : leur sortie de Cipó pourrait a priori être interprétée comme un cas d'abandon, alors que leur participation au groupe initial de l'occupation de Brejo indiquerait plutôt le contraire.

L'entrée dans les campements est ainsi liée à plusieurs facteurs : le désir de disposer d'une terre afin de travailler pour soi-même reste la motivation la plus explicite. A cela il faudrait ajouter l'effet d'entraînement provoqué par la multiplication des campements dans la région durant l'année 1997 : les campements apparaissent de plus en plus comme une option possible pour les travailleurs ruraux, sans pour autant que ces derniers disposent d'un quelconque contrôle sur les développements du processus de d'expropriation. Si d'autres opportunités apparaissent, l'option de quitter le campement est envisagée sans que cela fasse problème : le cas d'Amaro vaut sans doute pour bien d'autres participants aux campements dont nous ne connaissons pas l'histoire. Quitter un campement, ce n'est pas nécessairement ne plus croire en cette solution que représente la réforme agraire ; cette croyance vient se superposer à d'autres croyances. La réforme agraire est perçue comme une issue possible mais une issue parmi d'autres.

Quand Nazareno, Amaro Santino, Edmilson et Daniel Pedro entrent à Brejo, ils cherchent une issue. Si l'on peut parler pour certains (le délégué syndical de Sauézinho, Amaro, Cabeludo) d'une "prédisposition", qui se serait construite au fil du temps, à s'engager dans la *lutte* pour la réforme agraire, ce n'est cependant pas le cas de ces quatre participants aux campements. Pourtant, leur acte est interprété comme faisant partie intégrante du processus de *lutte* pour la réforme agraire. L'existence de cette *lutte* au Pernambuco a donc pour assise une multitude de démarches individuelles, qui prennent leur sens en s'inscrivant à la fois dans des trajectoires personnelles et au niveau symbolique, dans la construction d'un sens collectif, suivant un "jeu d'échelles" différenciées.

LA CONSTRUCTION D'UNE LEGITIMITE

Les campements que nous avons visités, de même que ceux dont nous avons pu faire une reconstitution à partir du récit des travailleurs ruraux (Sauézinho, par exemple), présentaient tous un ensemble de traits distinctifs et récurrents : les baraques en bois, couvertes d'une bâche noire, parfois jaune ; le drapeau rouge, avec le logo du MST ou du Syndicat des Travailleurs Ruraux. Même lorsqu'il s'agissait de campements déjà démontés, les récits des occupants mentionnaient toujours la bâche noire et le drapeau comme des éléments-clefs de l'occupation. Le délégué syndical de Sauézinho avait même gardé précieusement le drapeau rouge chez lui, dans une boîte, enveloppé d'un papier soyeux, tel une relique

qu'il était fier de nous montrer. D'autres travailleurs ruraux de cet *engenho* avaient également gardé chez eux la bâche noire qui avait servi à couvrir leur baraque pendant le campement.

Les campements présentaient également d'autres traits distinctifs : la plupart avaient été installés sur des élévations (le haut d'une colline, généralement) —de manière à être visibles à quelques kilomètres de distance— à proximité d'un bois et d'un cours d'eau. Les baraques, alignées, formaient des ruelles parallèles. Chaque baraque appartenait à une famille, dans certains cas à un célibataire. Les occupants étaient amenés fréquemment à sortir du campement, pour aller travailler dans d'autres *engenhos*, pêcher ou faire des "petits boulots" ; indépendamment de leur présence effective, le fait d'avoir construit une baraque faisait d'eux des membres à part entière du campement.

A cette homogénéité formelle s'ajoute la régularité dans la période d'installation des campements : tous avaient été montés entre deux récoltes, entre les mois de mars et de juillet. Quelque temps après l'occupation, les occupants se lançaient dans des cultures individuelles de subsistance. A Brejo, le campement avait établi une sorte de division du travail, en créant des commissions chargées de secteurs spécifiques : sécurité, santé, alimentation, péage¹. Les occupants y avaient également délimité un champ cultivé en commun, le "collectif", impliquant en théorie la participation de chacun, destiné à la culture de denrées dont la vente devait financer les activités du campement —notamment les déplacements à Recife pour aller "occuper" le siège de l'INCRA. Cette division du travail et l'existence d'un collectif semblent être des caractéristiques propres aux campements organisés par le MST ; il est néanmoins possible que les campements du syndicat se soient dans certains cas dotés de structures similaires.

De par la régularité de leurs caractéristiques et de leurs structures, les campements correspondent à une forme spécifique, à une technologie politique particulière de visibilité dont le modèle a été élaboré ailleurs —en l'occurrence dans le Sud du Brésil— tout au long d'un processus d'occupations au début des

¹ Le "péage" est une pratique courante des campements : installé sur le bord de la route la plus proche, un groupe d'occupants suggère aux automobilistes de s'arrêter, au moyen d'un drapeau du mouvement tendu en travers de la route, pour leur demander une contribution.

années 1980 qui a débouché sur la création du MST. Ce sont des militants MST venus du Sud qui sont venus implanter le mouvement au Pernambuco (au prix, certainement, d'un certain nombre d'adaptations aux conditions de la *Zona da Mata*), en important avec eux les techniques matérielles et sociales nécessaires à l'installation et au maintien des campements —techniques que par la suite les syndicalistes de Rio Formoso et de Tamandaré se sont appropriées.

En symbolisant une redistribution spatiale et sociale nouvelle, par le biais d'une installation pourtant provisoire, la forme même du campement devient le support de pratiques discursives nouvelles ; elle donne au processus de la réforme agraire les bases d'une double légitimité, à un niveau à la fois individuel et collectif. Les occupants des différents campements que nous avons visités en 1997 avaient dans leur très grande majorité une activité extérieure, voire, dans le cas des campements de moradores (Sauézinho, Amaragi), une maison dans l'*engenho* qu'ils étaient pourtant en train "d'occuper" : mais c'est le fait d'être resté dans le campement même, de mettre en scène et de vivre une logique de la souffrance (subsister dans des installations précaires, subir les expulsions, être exposé aux attaques des hommes de main du patronat), qui permet à chacun de donner à sa prétention à la terre une épaisseur symbolique que le seul processus administratif et juridique d'expropriation ne saurait conférer : une légitimité pour soi-même et pour les autres.

En cela, le cas déjà cité du démantèlement du campement à Sauézinho est exemplaire : alors même que gain de cause avait été obtenu (la reprise du paiement des salaires par l'usine Santo André et la prévision de la mise en route du processus d'expropriation par l'INCRA en faveur des travailleurs ruraux de l'*engenho*), un petit groupe de travailleurs reste dans le campement (déjà largement abandonné) ; ils ne finiront par sortir qu'après la visite de fonctionnaires de l'INCRA, leur expliquant qu'il était inutile de continuer à "se sacrifier" pour obtenir des garanties déjà acquises. L'information n'était-elle pas parvenue jusqu'à ces derniers occupants ? Cela est improbable, compte tenu du départ des autres travailleurs ruraux et de la présence du délégué syndical. On fera plutôt l'hypothèse qu'un nouveau type de capital symbolique était apparu avec le campement, irréductible à la satisfaction même des revendications et que ce dernier "carré" voulait continuer à accumuler. Dans d'autres cas, c'est la mise en récit proprement dite de l'expérience des campements, à travers notamment les "sagas" de certains groupes qui passèrent, sur plusieurs années, d'une

occupation d'*engenho* à une autre avant de pouvoir obtenir une parcelle, qui octroie d'autant plus de légitimité à l'accès d'un travailleur rural à la terre qu'elles s'inscrivent dans la durée et dans une histoire collective en train de se constituer. Ce que rend possible, à titre individuel, le campement, c'est d'étayer sa prétention à la terre (par rapport au droit du patron, mais aussi aux prétentions des autres candidats éventuels à une "place") sur un sacrifice, plus ou moins fort, plus ou moins vécu comme tel, qui soit visible par tous.

Rendre visible, mais à qui ? Aux représentants de l'Etat de Pernambuco, au patronat, aux autres travailleurs ruraux, au syndicat, aux militants du MST dans le cas des campements préventifs des syndicats, mais aussi aux pouvoirs locaux (la mairie qui, dans certains cas, appuie l'occupation en fournissant de la nourriture ou quelques mètres de bâche noire), aux prêtres de l'Eglise catholique, ou encore aux responsables du programme "Comunidade Solidária"¹ —dont bénéficiaient quelques uns des campements que nous avons visités. Le destinataire principal de ce message reste cependant l'Institut de la Réforme Agraire (l'INCRA), dont le lien avec les Syndicats des Travailleurs Ruraux et le Mouvement des Sans-Terre relève de ce que l'on pourrait appeler une collaboration objective. Les campements, en ce sens, donnent à cette convergence d'intérêts son interface technique et administrative. D'un côté, la FETAPE et le MST respectent les critères d'expropriation de l'INCRA : l'improductivité est une catégorie que les mouvements se sont appropriés dans le choix des terres à occuper, afin d'entrer le mieux possible en adéquation avec les critères de la visite technique. De son côté, à Recife, l'organisme public entérine les choix pré-établis par les syndicats et le MST qui font office de prestataires de service en établissant à la fois la liste des terres susceptibles d'être expropriées et celle des bénéficiaires éventuels de cette expropriation. Cette dernière peut faire l'objet de certains ajustements, en fonction des "places" disponibles : à Cipó par exemple, 8 participants au campement durent être exclus de la liste des bénéficiaires de parcelle, par manque de place selon l'évaluation de l'INCRA, qui s'engagea en conséquence à leur donner une propriété lors de la prochaine expropriation. Dans la mesure où les deux mouvements en position concurrentielle (le syndicat et le MST) ont

¹ Institué par le gouvernement fédéral, "Comunidade solidária" est un programme d'aide aux communautés indigentes (par le biais notamment de la distribution de rations alimentaires, les "*cestas básicas*") ; il est dirigé par Ruth Cardoso, l'épouse du président de la République.

communément admis qu'ils avaient intérêt à ne pas juxtaposer leur action (et à respecter le principe "1 *engenho* – 1 campement"), les campements se sont imposés comme la forme qui permet à la fois à l'INCRA et aux mouvements qui les organisent d'établir une liste de bénéficiaires qui ne fasse pas l'objet d'une contestation extérieure¹.

Le cas des occupations d'*engenhos* dans la *Zona da Mata* de Pernambuco permet ainsi d'entr'apercevoir, à travers une étude régionale, les conditions sociales de possibilité d'un processus par lequel, en quelques années, les campements sont devenus pour l'essentiel la forme obligée de la revendication de la réforme agraire au Brésil, en permettant à la revendication de la redistribution foncière de se doter d'une légitimité à la fois individualisée —l'acte individuel de la participation à une occupation— et institutionnalisée —la collaboration, par chiffres et par listes interposés, entre l'organisme fédéral chargé de la réforme agraire et les mouvements de travailleurs ruraux. Ce *modus operandi* institutionnel, qui semblait avoir concilié de manière structurelle des intérêts pourtant exprimés politiquement sur le mode de la divergence et du rapport de force, voire de la confrontation (gouvernement fédéral contre MST), n'est cependant pas à l'abri des prises de position gouvernementales, qui peuvent gripper les rouages de son fonctionnement. En septembre 2000, un arrêté présidentiel (à titre provisoire) promulguée par le gouvernement fédéral exclut du processus d'expropriation toute propriété faisant l'objet d'une occupation illégale : ce processus d'individualisation de la revendication foncière, qui s'était progressivement associé à un mécanisme institutionnel, se retrouve ainsi remis en question par l'attaque dont fait l'objet sa pièce-maîtresse, en l'occurrence les campements.

¹ Nous n'avons cité ici que les mouvements qui organisaient des campements dans les communes de la *Zona da Mata* où nous avons enquêté. Aux côtés de la FETAPE et du MST, qui sont par ailleurs les principaux acteurs de la revendication de la réforme agraire au Pernambuco (en novembre 1997, on compte dans la *Zona da Mata* 13 campements de la FETAPE et 21 du MST), il faudrait citer également parmi les mouvements actifs dans la région des organisations telles que la CPT (Comissão Pastoral da Terra, 3 campements), ou encore des mouvements comme le MLST (Movimento de Libertação dos Sem-Terra, 1 campement), le MT (Movimento dos Trabalhadores, 4 campements), le MCL (Movimento das Comissões de Luta, 1 campement). Sur ces données, cf. INCRA, "Atuais acampamentos cadastrados no Estado do Pernambuco" (novembre 1997), cité par Vantuil Barroso Filho, 1999, p. 322-324.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALCANTARA CAMARGO, Aspásia (1974) : *Brésil Nord-est : mouvement paysans et crise populiste*, EHESS, Paris, thèse de doctorat 3^e cycle.

BARROSO FILHO, Vantuil (1999) : *La lucha por la tierra en la Zona da Mata de Pernambuco, Brasil. La participación del movimiento de los trabajadores rurales sin tierra*, Universidad de Deusto, Bilbao. Thèse de doctorat.

BATESON, Gregory (1994) : *Naven. The culture of the Iatmul people of New Guinea as revealed through the study of the Naven ceremony*, Stanford University Press, [1^{re} éd. 1935].

BEZERRA, Gregório (1979) : *Memórias — II, 1946-1969, Civilização Brasileira*, Rio de Janeiro.

CALLADO, Antonio (1964) : *Tempo de Arraes*, Rio de Janeiro, José Alvaro Editora.

CAVALCANTI, Paulo (1978) : *O caso eu conto, como o caso foi — da Coluna Prestes à queda de Arraes* (memórias), São Paulo, ed. Alfa-Omega.

CHAMORRO, Sergio (2000) : *Com a cara e a coragem : etnografia de uma ocupação de terra em Pernambuco*, Rio de Janeiro, PPGAS/Museu Nacional.

CORREA de ANDRADE, Manoel (1964) : *A terra e o homem no Nordeste*, São Paulo, ed. Brasiliense.

CUNHA COMERFORD, John (1999) : *Fazendo a luta. Sociabilidade, falas e rituais na construção de organizações camponesas*, Rio de Janeiro, Relume Dumará.

JULIÃO, Francisco (1962) : *O que são as ligas camponesas*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

Idem, (1968) : *“Cambão” (le joug), la face cachée du Brésil*, Paris, éd. Maspero.

MANÇANO FERNANDES, Bernardo (2000) : *A formação do MST no Brasil*, Petrópolis, Editora Vozes.

SIGAUD, Lygia (1979) : *Os clandestinos e os direitos*, São Paulo, Duas Cidades,

Idem, (1993) : «Des plantations aux villes : les ambiguïtés d'un choix», *Etudes Rurales*, Paris, n°132-133, p. 19-37.

Idem, (1996) : «Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien», *Genèses*, n° 25.

Idem, (1999a) : «Honneur et tradition dans les plantations sucrières du Nordeste (Brésil)», *Etudes Rurales*, janvier-juin 1999, n° 149-150, p. 221-228.

Idem, (1999b) : «Les paysans et le droit : le mode juridique de règlement des conflits», *Information sur les Sciences Sociales*, 38 (1): p. 113-147.

Idem, (2000) : «A forma acampamento : notas a partir da versão pernambucana», *Novos Estudos*, n° 58, p. 73-92.

STEDILE, João Pedro et FERNANDES, Bernardo (1999) : *Brava gente. A trajetória do MST e a luta pela terra no Brasil*, São Paulo, Editora Perseu Abramo.